

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 ROUEN

ROUEN, le 19/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **I.S.P. GRAND-COURONNE SAS**

Avenue de Caen  
76530 GRAND-COURONNE

Références : UDRD.2023.04.R.50  
Code AIOT : 0005802314

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2023 dans l'établissement I.S.P. GRAND-COURONNE SAS implanté Avenue de Caen 76530 GRAND-COURONNE. L'inspection a été annoncée le 08/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- I.S.P. GRAND-COURONNE SAS
- Avenue de Caen 76530 GRAND-COURONNE
- Code AIOT : 0005802314
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

ISP est un laboratoire d'essais spécialisé dans les analyses de lubrifiants et les essais de moteurs.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative
- rejets
- incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 19/11/2009, article 1.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 19/11/2009, article 3.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 19/11/2009, article 4.3.9	/	Lettre de suite préfectorale	
4	Déchets	Arrêté Préfectoral du 19/11/2009, article 5.1.7	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Tours aéro réfrigérante	Arrêté Préfectoral du 19/11/2009, article 8.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 19/11/2009, article 7.2.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
11	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 19/11/2009, article 7.5.3	/	Sans objet
8	Bruit	Arrêté Préfectoral du 19/11/2009, article 9.2.71	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article -	/	Sans objet
10	Extincteurs	Norme du 22/03/2023, article -	/	Sans objet
12	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 19/11/2009, article 7.2.2.5	/	Sans objet
13	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 19/11/2009, article 7.2.3	/	Sans objet
14	Zones ATEX	Arrêté Préfectoral du 19/11/2009, article 71.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des éléments complémentaires sont attendus s'agissant de l'évolution de la réglementation s'appliquant à l'exploitation et le suivi des rejets atmosphériques, des eaux résiduelles et du risque foudre. Au regard de la réactivité de l'exploitant après la visite, il n'est pas proposé de suite administrative mais l'inspection pourra revenir en inspection dès le dernier trimestre 2023 pour constater les mises en conformité.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/11/2009, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubriques de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2009
<p><b>Constats :</b> L'inspection a informé l'exploitant que la rubrique 2931 concernant les ateliers d'essais sur banc de moteurs à explosion, à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion avait évolué depuis le 03/08/2018. Les articles 10 à 12 impacteront les valeurs limites d'émission (VLE) à compter du 1er janvier 2030.</p> <p><u>Certaines rubriques citées dans l'arrêté préfectorale ont été supprimées de la nomenclature depuis la dernière visite :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* 1432-2b Stockage en réservoirs manufacturés liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale comprise entre 10 m<sup>3</sup> et 100 m<sup>3</sup>. (Suppression au 01/06/2015)</li> <li>* 1156-3 Emploi ou stockage d'oxydes d'azote autres que l'hémioxyde d'azote. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est comprise entre 200 kg et 2 tonnes. (Suppression au 01/06/2015)</li> <li>* 2920 Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques (suppression au 25 octobre 2018)</li> </ul> <p><u>Rubriques n'ayant jamais existé dans l'AP malgré l'existence de l'installation:</u></p> <p>A contrario, les rubriques suivantes n'apparaissent pas dans l'arrêté préfectoral alors que l'exploitant utilise des matières rentrant dans leurs champs d'application :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* 1436-2 Stockage ou emploi de liquides de point éclair compris entre 60°C et 93°C, à l'exception des boissons alcoolisées représentant une capacité totale supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t</li> </ul> <p>Pour cette rubrique, l'exploitant a déclaré que bien que sa capacité courante de stockage de gazole soit de 85 t, il pouvait lui arriver ponctuellement d'atteindre les 100 t et qu'à ce titre il se conformerait aux arrêtés ministériels du 22/12/2008 et du 20 avril 2005.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* 4331-3 Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 dont la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines est supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t. S'agissant de cette rubrique, l'exploitant a déclaré que son volume de stockage d'essence est de l'ordre 37 t. L'inspection note que l'exploitant n'est pas soumis au titre de cette rubrique et que dans l'hypothèse où les volumes devaient varier et atteindre le seuil de 50 t, les mêmes arrêtés ministériels du 22/12/2008 et du 20 avril 2005 s'appliquent.</li> </ul> <p>Depuis la visite de 2014, l'exploitation a évolué, à ce jour elle dispose de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-5 cuves aériennes représentant un volume théorique de 150 m<sup>3</sup> contenant exclusivement du Gazole, chacune des cuves étant sur rétention individuelle ;</li> <li>- 8 cuves enterrées (contre 4 en 2014) représentant un volume théorique 194 m<sup>3</sup> pouvant contenir indifféremment essence ou gazole, chacune des cuves étant en double paroi et certaines compartimentées.</li> </ul> <p>Cette augmentation du nombre de cuves n'a pas eu d'impact sur les volumes utilisées au quotidien sur le site mais sont liées à une nécessité d'avoir différentes gammes d'essence pour l'usage des bancs moteurs.</p>

L'exploitation dispose de deux chaudières de 940 kW chacune fonctionnant en alternance et jamais simultanément. La puissance totale de l'installation est donc de 940 kW et est inférieure 1MW, seuil de déclaration.
<b><u>Demande n° 1</u></b> : L'inspection demande à l'exploitant de vérifier que ses installations de stockage répondent aux exigences des arrêtés ministériels du 22/12/2008 et du 20 avril 2005. Il transmettra <b><u>avant le 30 juin 2023</u></b> reprenant les prescriptions s'appliquant à son installation, sa conformité et en cas de non conformité un plan d'actions associées.
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais</b> : 1 mois

## N° 2 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 19/11/2009, article 3.2.2
<b>Thème(s)</b> : Situation administrative, Chronique
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets issus de chaque conduit d'évacuation des gaz d'échappement des bancs d'essais (hors banc d'essais à rouleaux) doivent présenter les caractéristiques du tableau 3.2.2.
<b>Constats</b> : Le jour de la visite, l'inspecteur a constaté qu'aucune mesure n'était réalisée à ce jour. L'exploitant a indiqué qu'il lui était possible de fournir des éléments sur les rejets de SO2 et de poussières en sortie d'échappement (mesure plus préjudiciable qu'en sortie de local ou les rejets sont dilués par l'air ambiant du local. A posteriori de l'inspection, l'exploitant a transmis ce rapport toutefois, les valeurs transmises exprimées en kg/h ou par jour ne permettent pas de les comparer aux VLE de l'AP exprimés en mg/Nm3.
<b><u>Demande n° 2</u></b> : L'exploitant fera réaliser des mesures sur l'ensemble des paramètres encadrés par l'article 3.2.2 de son arrêté préfectoral dans les conditions normales d'utilisation et les transmettra à l'inspection <b><u>avant le 30 juin 2023</u></b> .
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais</b> : 2 mois

### N° 3 : Eaux résiduaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/11/2009, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Chronique
<b>Prescription contrôlée :</b> Valeurs limites d'émission des eaux de rejet L'exploitant est tenu de respecter au point de rejet n° 2 , avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration prévue au tableau du 4.3.9
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'aucune mesure n'était à ce jour faite sur le point de rejet n° 2 des eaux pluviales. A posteriori de l'inspection, l'exploitant a transmis un bon de commande de prélèvement prévu dans les prochaines semaines <b><u>Demande n° 3 :</u></b> L'inspection demande à l'exploitant à ce qu'un contrôle soit mis en œuvre sur les paramètres mentionnés à l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral et à ce que le rapport soit transmis <b>avant le 30 juin 2023.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

### N° 4 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/11/2009, article 5.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Déchets produits par l'établissement Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités prévues à l'article 5.1.7
<b>Constats :</b> Lors de la préparation de la visite, l'inspection a constaté dans la déclaration GERP 2021 que les déchets dépassaient les valeurs prescrites dans l'arrêté notamment pour les emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus (7,88 t au lieu de 4,5 t)  Par ailleurs, a posteriori de la visite, l'inspection a constaté que la déclaration 2022 indiquait pour les déchets contenant des hydrocarbures 40 t au lieu de 32 tonnes autorisées. S'agissant des emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus, le volume est de 3 t, ce qui est conforme. De plus, l'inspection constate qu'aucun déchet non dangereux n'a été déclaré cette année.  <b><u>Demande n° 4 :</u></b> L'inspection demande à l'exploitant de justifier <b>avant le 30 juin 2023 :</b> - les variations de ses déclarations d'année en année s'agissant des emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus (2020 : 6,5 t, 2021 : 7,88 t, 2022 : 3 t) - l'augmentation soudaine des déchets contenant des hydrocarbures - l'absence de déclaration de déchets non dangereux
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 5 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/11/2009, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.</li> </ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Demande de la dernière inspection de 2014 :</p> <p><i>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'associer une rétention à la cuve aérienne de gazole de 20 m<sup>3</sup>, permettant également de protéger la cuve des voies de circulation, ayant une capacité supérieure à la capacité de ladite cuve.</i></p> <p><i>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place des rétentions associées aux stockages d'huiles et de lubrifiants présents à l'intérieur du bâtiment.</i></p>
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'exploitant avait mis en œuvre les rétentions demandées lors de la précédente visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 6 : Tours aéro réfrigérante

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/11/2009, article 8.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Légionnelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air respectent les prescriptions prévues dans les arrêtés ministériels applicables aux installations visées par la rubrique 2921.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté dans le rapport de l'organisme externe d'avril 2021 concernant les TAR la présence de non conformités. L'exploitant a pu mettre en oeuvre des actions permettant d'y répondre. Pour la non conformité liée à l'étalonnage bimestriel des appareils, l'exploitant a déclaré que cela était dorénavant réalisé. <b><u>Demande n°5 :</u></b> L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le dernier rapport d'étalonnage des appareils de mesures <b><u>avant le 31 mai 2023.</u></b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 7 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/11/2009, article 7.2.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les cellules d'essais doivent être équipées d'une détection (détecteurs de flamme et de fumées).
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté que le rapport Siemens d'octobre 2022 comportait des observations. Parmi celles-ci, seule une observation relative au déclencheur manuel du banc 56 a été prise en compte. L'exploitant a déclaré que le remplacement des bouteilles de FM-200 périmées depuis plusieurs années n'avait pas été programmé au regard du programme de rénovation globale de son système de détection (remplacement de la centrale) qui est en cours. <b><u>Demande n° 6 :</u></b> L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un planning de ces travaux avant le 31 mai. Au regard de la péremption de certaine bouteille, l'inspection demande à l'exploitant de réaliser ces travaux <b><u>avant le 30 septembre 2023.</u></b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

## N° 8 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/11/2009, article 9.2.71
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit faire réaliser dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté et ensuite tous les 3 ans, à ses frais, une mesure de la situation acoustique par un organisme ou une personne qualifié (dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées) aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté que le rapport de bruit 2022 concluait « l'émergence sonore nocturne mesurée au point n° 2 est légèrement supérieure à l'émergence autorisée. Le niveau sonore ambiant nocturne mesuré au point n° 2 est supérieur à celui mesuré lors de la dernière campagne de mesure de 2019, ceci peut être en partie dû aux conditions météorologiques et au vent ayant favorisé la propagation sonore durant la période nocturne. » Compte tenu de l'explication apporté par l'organisme, l'inspection ne propose pas de suite mais recommande à l'exploitant d'identifier les potentielles sources d'émission avant le prochain contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Equipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article -
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ESP
<b>Prescription contrôlée :</b> La période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a consulté le dernier rapport d'inspection des équipements sous pression daté d'août 2022. Ce dernier indiquait le non respect de périodicité d'une inspection périodique. L'inspection a pu consulter le rapport d'inspection de cet équipement daté de mars 2023 qui ne comportait pas de non conformité. L'inspection rappelle à l'exploitant de veiller au respect des périodicités de contrôle de ses équipements sous pression.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Extincteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Norme du 22/03/2023, article -
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Fréquence de la maintenance des extincteurs : 1 an
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a pu consulter le dernier rapport de vérification des extincteurs daté de mai 2022 qui ne comportait aucune non conformité. La visite du site a permis de la confirmer par sondage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a déclaré réalisé en interne des tests de continuité de son système de protection contre la foudre. Toutefois, l'inspection a constaté qu'aucune vérification des installations de protection contre la foudre n'avait été réalisée par un organisme compétent depuis leur installation en 2009. L'inspection demande à l'exploitant de réaliser une vérification de toutes ses installations et de transmettre le rapport avant le 31 mai 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 12 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/11/2009, article 7.2.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ESP
<b>Prescription contrôlée :</b> Rapport juin 2022 OK
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a consulté un rapport sur les dispositifs de désenfumage daté de juin 2022 qui ne comportait aucune non conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 13 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/11/2009, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Electricité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté que le rapport Q18 des installations électriques de l'exploitation daté d'octobre 2022 concluait que celles-ci ne pouvaient pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 14 : Zones ATEX

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/11/2009, article 71.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Explosion
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté que la zone ATEX du local cuve relais de l'établissement, du fait de l'absence d'occurrence d'événements générant les conditions atmosphériques favorables à une explosion (fuite d'une des contenants), ne faisait pas l'objet de la vigilance nécessaire vis-à-vis du niveau de danger potentiel qu'elle représente. L'exploitant a déclaré qu'une interdiction de fumer concernait l'ensemble du site et que l'emploi du téléphone portable était interdit en cas d'événement. L'inspection a indiqué que ces consignes intermittentes étaient source de danger et qu'on pouvait ne pas détecter le caractère explosif de l'atmosphère bien qu'elle existe. A posteriori de l'inspection, l'exploitant a mis à jour et transmis ses consignes actualisées ainsi que l'affichage d'interdiction permanent d'utiliser les téléphones portables dans ces zones. Il a également transmis la preuve du caractère ATEX des lumières utilisées dans cette zone.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet